

NOTE DE PRÉSENTATION BRÈVE ET SYNTHÉTIQUE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023

L'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la Communauté d'Agglomération GAILLAC-GRAULHET. Elle est disponible sur le site internet de la Communauté d'Agglomération.

Les Comptes Administratifs 2023 retracent l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées par la Communauté d'Agglomération entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023. Ils sont en concordance avec les Comptes de Gestion établis par le Trésorier.

I. LE CADRE GÉNÉRAL DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023

L'architecture budgétaire comporte 1 budget principal et 8 budgets annexes/autonomes :

- ❖ 5 budgets répondant à des obligations légales, notamment pour les services industriels et commerciaux ou la comptabilité de stock relative aux lotissements d'activités,
- ❖ 3 budgets annexes créés de manière volontaire pour assurer une identification très précise des flux relatifs à certains secteurs, Education, Voirie, TEOM.

A. Contexte de l'exercice 2023

L'inflation vécue par les Collectivités est demeurée importante en 2023. La dépense publique a dû faire face à des hausses multiples, les fournisseurs étant impactés par le renchérissement des prix des matières, les surcoûts en cascade dans leur chaîne de production. L'instabilité et l'envolée des prix de certaines matières premières (notamment gaz et pétrole, denrées alimentaires) constituent une circonstance exceptionnelle de nature à affecter gravement, dans plusieurs secteurs d'activité, les conditions d'exécution des contrats, voire de leur équilibre économique.

La gestion 2023 a été très contrainte, cependant l'épargne brute a progressé par rapport à 2022, en évoluant de 22 % (+832 K€), elle répond à la nécessité de rétablir un niveau plus confortable permettant d'élaborer la prospective 2024-2026

Un travail de fonds avait été demandé aux services pour optimiser les recettes et conserver un niveau de financement des actions en cours et nouvelles, en parallèle d'économies nécessaires.

B. LA CLECT 2023, dernière Commission actant les Attributions de Compensation

La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) s'est prononcée le 29 juin 2023 sur les points suivants :

1. Financement de la compétence Eaux Pluviales Urbaines

Depuis le 1er janvier 2020, la CAGG est compétente en matière de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) conformément à l'article L. 5216-5 du CGCT, compétence définie à l'article L. 2226-1 du CGCT comme « correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines ».

La valorisation de ce transfert de compétence n'avait pas été opérée, à l'instar des compétences Eau Potable et Assainissement des Eaux Usées étant financées par les redevances affectées. En effet, ce service est un service public administratif contrairement aux deux autres compétences (services publics industriels et commerciaux).

Les charges relatives à la compétence GEPU ont été évaluées, pour être financées. En l'absence de schéma directeur, prévu de 2024 à 2026, ont été évalués les seuls postes de dépenses actuellement assumés par la CAGG, à savoir :

- Lisle-sur-Tarn : 36 604,27 € en 2021 + 39 741,69 € en 2022
- Graulhet : 9 617,23 € en 2022

La CLECT a retenu ce sommes prises en charge jusque 2022 par la CAGG, et décidé d'étendre en CLECT 2024, l'évaluation de ces charges à toutes les communes concernées.

2. Transfert de la salle de sport La Dressière

Comme cela a été fait en 2022 sur plusieurs équipements sportifs, Rabastens souhaite désormais disposer de l'équipement de la salle de sport La Dressière.

A ce titre, les charges relatives à l'équipement ont été évaluées à hauteur de 59 434 €, tenant compte de la charge financière et des dépenses d'entretien de l'équipement des 5 dernières années en excluant les années 2020 et 2021 fortement impactées par la crise sanitaire. En effet, le cout de réalisation ne permettrait pas d'évaluer pertinemment cet équipement.

Ainsi pour Rabastens, il a été acté de retenir une retenue sur attribution de compensation de 59 434 € conformément à l'évaluation

3. Transfert de l'activité Jeunesse à Lisle-sur-Tarn

La compétence Jeunesse n'a pas fait l'objet d'une définition précise depuis le 1^{er} janvier 2017. Il a été proposé de clarifier notre intérêt communautaire sur le sujet et de confier la gestion de l'activité Jeunesse de Lisle-sur-Tarn à la commune.

L'évaluation a pris en compte la charge financière et les dépenses d'entretien de l'équipement. En effet, aucun cout de réalisation ou d'acquisition ne permettait d'évaluer pertinemment cet équipement, initialement communal.

L'évaluation de droit commun ne donnant pas satisfaction en ce qu'elle ne représente pas le cout de l'équipement fonctionnant à plein régime. En effet, la valorisation de l'AC communale faisait état en 2017 de 42 840 € c'est pourquoi il est proposé de retenir cette évaluation à titre dérogatoire du droit commun.

Le transfert étant prévu au 1^{er} septembre 2023, il est retenu 42 840 € en année pleine, et pour 2023, la retenue proportionnelle au prorata temporis, soit 4/12^{ème} : 14 280 €.

4. Soutien économique aux équipements de baignade comme équipements structurants touristiques

Le BP 2023 avait prévu, conformément au point 3 de l'axe 1 du Pacte Financier et Fiscal de Solidarités, une enveloppe affectée au soutien du fonctionnement des piscines et équipements de baignade en tant qu'équipements structurants pour l'économie touristique et le tourisme social.

Ce soutien vise à accompagner les communes gestionnaires de piscines traditionnelles ou en eau libre et de bases de loisirs.

Ce soutien sera actualisé chaque année et n'est donc comptabilisé que sur l'AC de l'année de la CLECT le traitant, et ne concernant qu'un équipement par commune

- **15 000 €** pour toute commune gérant une piscine traditionnelle ou en eau libre ouverte au grand public sur la période estivale aménagée et surveillée : **en 2023 Gaillac et Rabastens**

En plus des forfaits « savoir-nager » 60€/séance/groupe scolaire

- **22 000 €** pour toute commune disposant d'une base de loisirs avec baignade autorisée et surveillée : seule la commune de **Rivières** est concernée. Il est proposé de corriger l'AC à compter du 1^{er} janvier 2022 (soit 2 forfaits en 2023 puis 1 forfait à compter de 2024).

5. Financement de la compétence Voirie

Pour rappel, la CAGG n'emploie aucune ressource pour financer les dépenses liées à la voirie. Les communes abondent par voie de retenue sur AC le solde de produits nécessaire.

Un bilan annuel permet de suivre la consommation des enveloppes par commune. Il est toutefois possible à chaque CLECT si besoin d'actualiser la retenue sur AC permettant de faire varier leur enveloppe annuelle.

A compter de 2023, la retenue sur AC voirie est distinguée pour toute commune bien que cette retenue ne finance pas intégralement son droit de tirage pour certaines d'entre elles (abondement fiscalité/DGF pour les communes ex-VGPS).

Le mode de calcul des enveloppes évolue pour tenir compte de :

- 1/ À nouveau en 2023, ajustement de l'AC afin de **mobiliser la totalité du FAVIL**
- 2/ A compter de 2024, d'un **abondement d'AC relatifs aux frais d'ingénierie non pris en charges par le FAVIL** (1,50€/km voirie + forfait communes de + 2 000 habs)
- 3/ Dès 2023, **FCTVA : en fonction du produit réellement perçu**

Ainsi, l'écart entre l'enveloppe prévisionnelle et définitive sera donc amoindri et les déficits maîtrisés.

- 4/ Dès 2023, du **financement par la CAGG via l'enveloppe de FDC communal**

= en déduction de l'enveloppe de FDC attribuée, possible de financer 0 à 100% de dépenses portées au sein du droit de tirage de voirie.

5/ Dès 2023, règle de maîtrise des enveloppes :

Déficit possible pour les communes de – 2 000 habitants jusqu'au 31/12/2025, reconduction de cette règle par périodes triennales après remise à l'équilibre du droit de tirage : 2026-2028 / 2029-2031 / ...

6. Financement de la compétence Mobilité

A la suite de la réévaluation du Versement Mobilité à compter du 1^{er} janvier 2023 à hauteur de 0,60% sur l'ensemble du territoire et de la gratuité des transports scolaires à compter de la rentrée 2023/2024 (délibération n°228-2022), deux sujets ont été finalisés, à savoir :

- L'égalité de contribution entre communes disposant de transports scolaires ruraux ou urbains.

Les communes disposant du service de transport urbain, utilisé par des élèves, contribuent également au financement du transport scolaire à compter du 1^{er} janvier 2023. Pour cela, la SPL d'un Point à l'Autre a effectué des sessions de comptage au sein des navettes urbaines

- La régularisation du transfert de la compétence Mobilité en ce que seule la CAGG doit être destinataire des facturations de la FEDERTEEP au titre des élèves scolarisés sur le territoire (160€/élève).

Il est proposé de reconsidérer les AC selon l'évolution éventuelle du nombre d'élèves transportés sur 2023/2024 lors de la CLECT 2024.

A compter du 1^{er} janvier 2024, les retenues ainsi opérées permettront à la CAGG de payer (en lieu et place des communes) le cout du transport scolaire s'élevant à 160 €/élève/an auprès de la FEDERTEEP à compter de la rentrée scolaire 2023/2024.

7. Ajustement de l'AC Lecture Publique de Graulhet

Lors de la CLECT 2021, la commune de Graulhet a demandé que la retenue sur AC relative à la médiathèque soit revisitée eu égard à la diminution de certaines charges de l'équipement.

En effet, depuis 2008, l'AC communale comptabilise les charges financières de deux prêts transférés pour 31 902 €. L'un est échu depuis le 2018 (CRD transféré de 900 097,37 €), l'autre le sera en 2024 (CRD transféré de 637 294,53 €).

A ce titre, il est proposé de corriger l'AC de la commune de Graulhet de 31 902 € à compter du 1^{er} janvier 2023.

Pour information, il demeure dans l'évaluation de l'équipement (fondant la retenue sur AC) 76 799 € de provision pour frais de renouvellement des biens (immobiliers et mobiliers).

8. Ajustement de l'AC d'Itzac et Tonnac

En 2007, l'ex-CC VGPS a intégré 6 communes : Amarens, Donnazac, Frausseilles, Itzac, Loubers et Tonnac. À l'intégration, une Attribution de Compensation avait été mise en place au travers des retenues. Depuis le départ de la commune de Donnazac vers la Communauté de Communes du Cordais et des Causses au 1^{er} janvier 2023, la retenue « correction sur évaluations » envers les communes d'Itzac et de Tonnac sont révolues.

La CLECT a acté l'annulation des retenues sur AC correspondant à la « correction sur évaluation » (compensant in fine l'école de Donnazac) de **Itzac : + 1 418 € et Tonnac : + 1 513 €**

Pour plus d'information, le rapport CLECT du Conseil du 29 juin 2023 détaille les éléments d'impact.

II. LE CONTENU DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023

A. Présentation consolidée des COMPTES ADMINISTRATIFS

Les Soldes intermédiaires de gestion

Globalement, la situation 2023 fait état d'une gestion efficace, avec une clôture à 2.3 M € en consolidé, et une évolution de l'épargne brute à 4.6 M€ contre 3.7 M€ en 2023

En évolution

Budgets consolidés							
GAILLAC-GRAULHET AGGLO	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	32 233 141	34 148 133	35 362 969	36 135 407	46 403 708	48 909 728	52 208 142
+ Dotations et subventions	11 047 574	14 230 569	13 800 384	14 027 360	13 405 956	15 626 701	15 125 136
+ Produits de gestion courante	5 446 483	5 738 267	5 261 849	7 019 988	8 996 152	8 825 456	8 733 884
= Produits de fonctionnement courant	48 727 198	54 116 968	54 425 202	57 182 755	68 805 816	73 361 885	76 067 162
- Charges de personnel	24 514 495	26 771 416	27 200 240	27 504 800	28 033 573	29 181 095	31 083 764
- Charges à caractère général	11 853 401	11 325 559	12 044 858	11 311 774	11 018 470	16 023 111	15 571 005
- Charges de gestion courante	9 148 739	11 901 412	12 404 049	11 706 819	20 192 198	22 263 313	24 205 656
= Charges de fonctionnement courant	45 516 635	49 998 387	51 649 147	50 523 393	59 244 241	67 467 519	70 860 425
= Epargne de gestion	3 210 562	4 118 581	2 776 055	6 659 362	9 561 575	5 894 366	5 206 737
+ Produits exceptionnels et financiers	173 345	282 129	1 016 863	228 099	1 663 855	390 342	653 613
- Charges exceptionnelles et financières	1 022 635	1 120 415	1 239 140	1 294 343	1 692 229	2 552 695	1 295 837
= Epargne brute	2 361 273	3 280 295	2 553 778	5 593 118	9 533 201	3 732 013	4 564 513
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	2 194 166	2 746 185	2 595 642	4 257 606	3 786 369	3 561 868	3 685 038
= Epargne nette	167 107	534 111	-41 864	1 335 512	5 746 832	170 145	879 475
+ Recettes propres	5 663 166	4 326 278	7 717 617	3 309 913	8 077 957	3 865 307	2 929 481
+ produit des cessions	0	153 872	273 700	156 264	260 014	2 277 936	0
= Capacité d'investissement	5 830 273	5 014 260	7 949 453	4 801 689	14 084 803	6 313 388	3 808 956
Travaux d'investissement et autres dépenses	10 364 783	9 760 682	16 531 888	8 673 370	14 161 111	14 813 822	17 147 222
Affectations de résultats N-1	1 883 681	1 863 526	2 444 994	549 251	1 907 228	7 929 866	6 273 348
Subventions	1 988 942	2 187 131	3 522 350	4 487 559	3 080 079	3 586 524	5 885 050
Emprunt nouveau	2 484 000	3 077 934	3 164 341	0	2 920 000	3 200 000	3 504 246
= Résultats de clôture	1 822 112	2 382 169	549 249	1 165 129	7 830 999	6 215 956	2 324 378

Une épargne brute par budget :

Constante + 3.6 M€ sur le Principal

Constante +0.4 M€ Eau/Assainissement

Constante +0.2 sur la Mobilité

+1.1 M€ Education En évolution

- 0,2 M€ Voirie en diminution

- 0,2 M€ ZA en réduction

- 0.3 M€ OM en diminution

= passage de 3.7 M€ à 4.6M€ d'épargne brute consolidée

Une section d'investissement 2023 en progression mais cependant maîtrisée :

- Augmentation du niveau des investissements : 15 M€ en 2022 à 17M€ en 2023
- Des emprunts ont été souscrits mais non mobilisés en 2023, sur le budget assainissement (1.8 M€ sur 25 ans à livret A +0.40%) et sur le budget voirie (500 K€ sur 15 ans livret A + 0.60 %)
- Mobilisation de subventions 5.8 M€ en 2023 contre 3.6 M€ en 2022

Les ressources : panier fiscal, compensations et dotations 2022

PANIER FISCAL 2022	2022			2023		
	Base	Taux 2022	Produit	Base	Taux 2023	Produit
CATÉGORIE D'IMPÔTS						
TAXE D'HABITATION	6 418 496 €	13,71%	845 047 €	6 535 287 €	13,71%	1 043 016 €
FRACTION DE TVA (compensation disparition TH et CVAE)			11 053 863 €			11 337 883 €
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	66 714 000 €	25,60%	17 105 863 €	71 833 000 €	25,60%	18 413 178 €
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES	3 096 000 €	34,99%	1 085 703 €	3 274 000 €	34,99%	1 143 925 €
TAXE ADDITIONNELLE FNB			137 294 €			148 441 €
RÔLES SUPPLÉMENTAIRES			141 672 €			104 702 €
Taxe enlèvement Ordures ménagères	61 186 459	10,80%	6 519 192 €	61 941 703	11,12%	6 887 917 €
Total impôts ménages hors TEOM (budget annexe)			36 888 634 €			39 079 062 €
COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES (CFE)	13 007 338 €	33,76%	4 419 923 €	13 007 338 €	33,76%	4 390 700 €
IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RÉSEAUX (IFER)			562 094 €			629 921 €
COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES (CVAE)			2 853 098 €			2 871 003 €
FRACTION DE TVA (compensation disparition CVAE)						
FONDS NATIONAL DE GARANTIE INDIVIDUELLE DES RESSOURCES (FNGIR)			-549 134 €			-538 140 €
DCRTP			136 690 €			136 690 €
TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES (TASCOM)			761 625 €			945 402 €
Total impôts économiques			8 184 296 €			8 435 576 €
TOTAL FISCALITE			45 072 930 €			47 514 638 €
ALLOCATIONS DE COMPENSATIONS TFPB & TFPNB						127 675 €
ALLOCATIONS DE COMPENSATIONS AU TITRE CET			1 845 200 €			1 932 718 €
FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC)			2 009 135 €			1 503 250 €
TOTAL ALLOCATIONS DE COMPENSATIONS ET PÉRÉQUATION			3 854 335 €			3 563 643 €
DOTATION D INTERCOMMUNALITE			3 029 779 €			3 033 736 €
DOTATION DE COMPENSATION			2 415 057 €			2 400 261 €
TOTAL DOTATIONS			5 444 836 €			5 433 997 €
TOTAL GENERAL			54 372 101 €			56 512 278 €

En 2023, une évolution de presque 2.14 M€ de recettes induites par :

- Le produit revenant au titre de la fraction de TVA (compensant la perte de TH), +300 K€
- La revalorisation et dynamique des bases de foncier bâti, non bâti, THRS + 7.1 % soit +1.5M€
- L'évolution de la TASCOM + 180 K€, des IFER +67 K€, des compensations d'Etat de fiscalité +200 K€
- La Dotation d'Intercommunalité, est quasi identique au montant perçu en 2021 et 2022 soit 3 033 736 € du fait de la stabilisation de l'enveloppe nationale.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

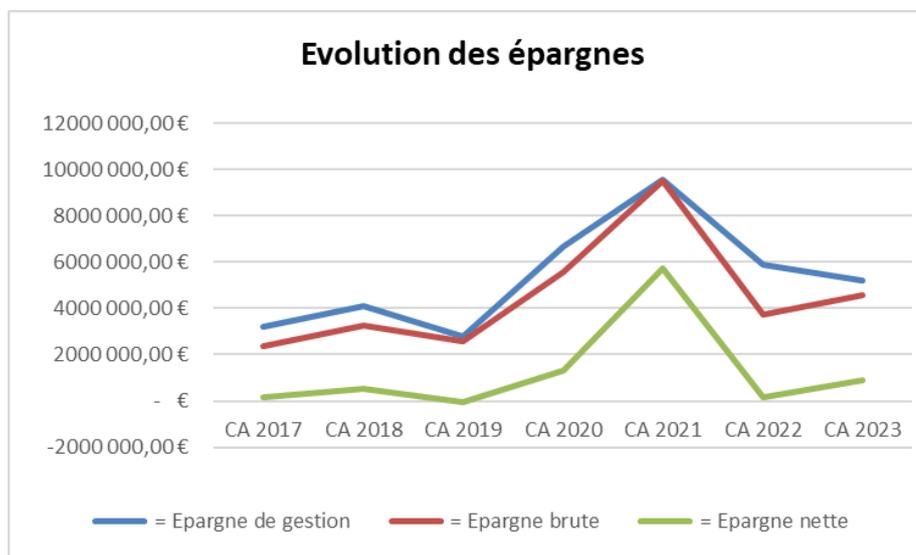
La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services de la Communauté d'Agglomération.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les charges de personnel, l'entretien et la consommation des bâtiments, les subventions versées aux associations et les intérêts d'emprunt à payer.

Les dépenses réelles de fonctionnement 2023 tous budgets, représentent 72 156 K€ contre 70 020 K € en 2022 (hors refacturations entre budgets, versements d'avances entre budgets, écritures d'ordre et 002).

Les Recettes réelles de fonctionnement 2023 représentent 76 067 K€ contre 73 361 K € en 2022. Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population, aux impôts locaux, aux dotations versées par l'État et à diverses subventions. Sur la part de fiscalité, 8.5 M € sont renvoyés aux communes par le versement des attributions de compensations, parallèle à la fiscalisation de la compétence scolaire.

Au regard du résultat de 2023, **la légère remontée de l'épargne brute, s'inscrit dans l'objectif de restaurer les épargnes et donc de préserver la santé financière de la collectivité.**



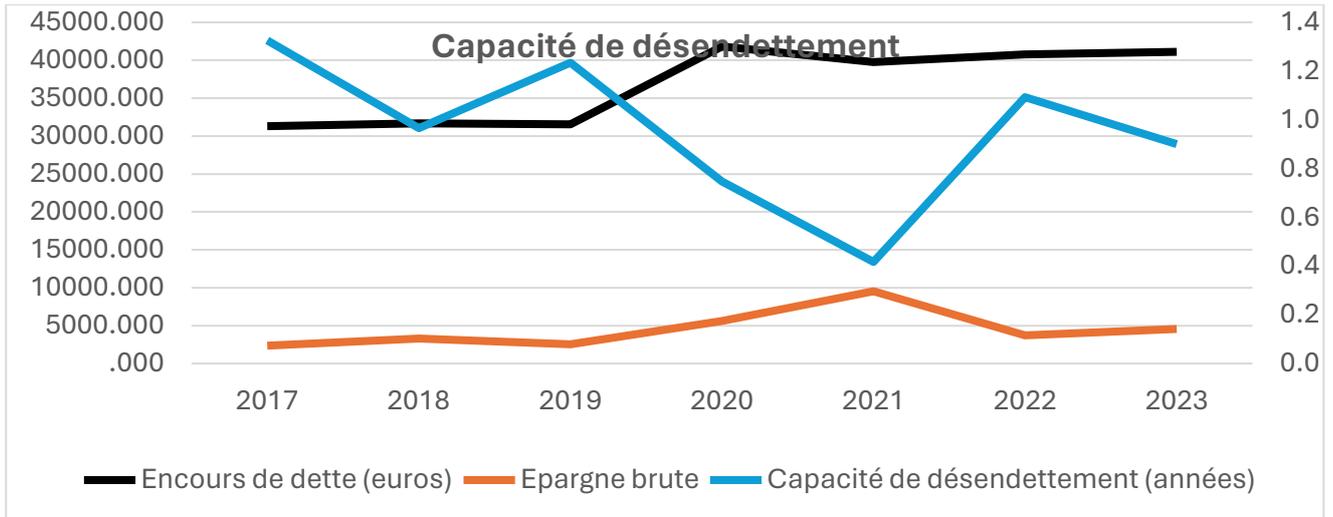
SECTION D'INVESTISSEMENT

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la Communauté d'Agglomération à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère structurant. L'investissement a trait à tout ce qui contribue à modifier le patrimoine de la collectivité.

Le budget d'investissement regroupe :

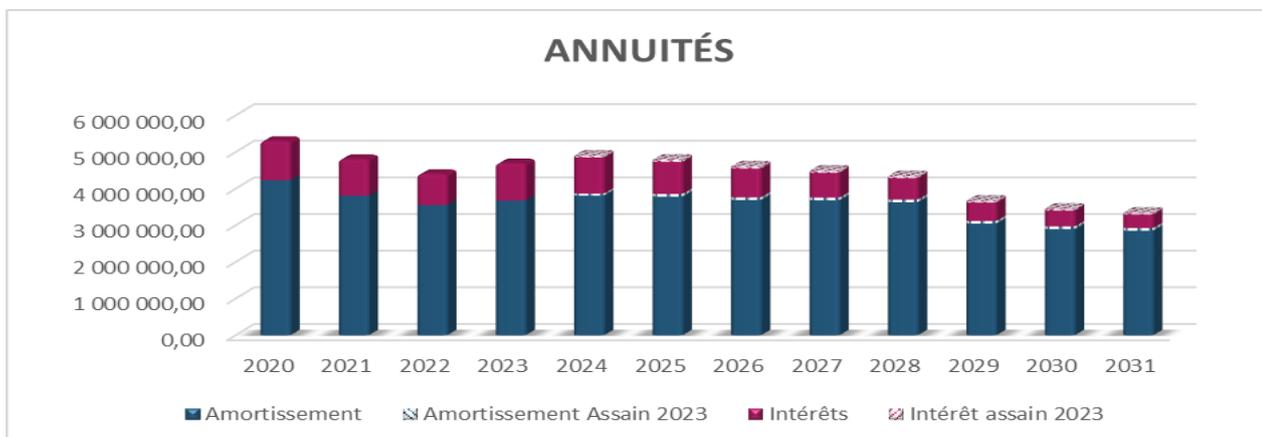
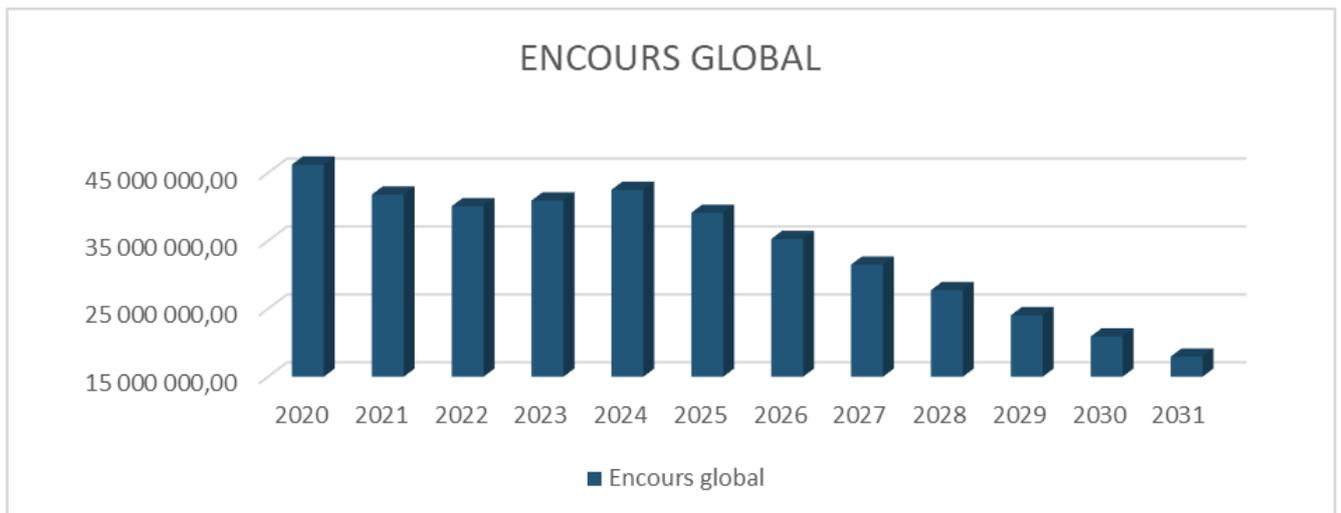
- En dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité (du territoire). Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création. Par ailleurs la section tient compte des remboursements de capital de dette.
- En recettes : les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouvel équipement), les emprunts nouveaux et le produit FCTVA.
- Les dépenses réelles (tous budgets) d'investissement réalisées en 2023 représentent **16 333 K€**, comprenant notamment les opérations suivantes :
 - Travaux et aménagements de ZA : 165 000 €
 - Travaux sur bâtiments scolaires : 2 812 000 € dont : Gaillac Lentajou (1.3 M), Rivières (207 000 €), Lagrave (452 000 €), Montgaillard (324 000 €), Rabastens (25 000 €), rénovation énergétique écoles (443 000 €)
 - Equipements informatiques scolaires : 211 000 €
 - Equipements mobiliers et matériels de cuisine scolaires : 111 000 €
 - Travaux de sécurisation et accessibilité scolaires : 730 000 €
 - Planification urbaine et SPR : 558 000 €
 - Participations habitat : 469 000 €
 - Espaces publics, centre bourgs et cœurs de village : 351 000 €
 - Fonds de concours culturels : 23 000 €
 - Equipements et mobiliers divers : 145 000 €
 - Equipements et travaux petite enfance : 202 866 €
 - Equipements culturels (Dont Centre de Conservation et d'Etudes) : 888 000 €
 - Collecte pneus : 209 000 €
 - Matériel informatique et logiciels : 647 000 €
 - Travaux multisites : 1 186 000 €
 - Etudes et travaux d'assainissement collectifs sur diverses communes : 2.9 M
 - Etudes et travaux d'eau potable : 343 000 €
 - Equipements et fournitures OM : 497 000 €
 - Travaux de voirie : 2.6 M
 - Accueil des gens du voyage : 300 000 €
 - Acquisition tous véhicules (légers et techniques) : 618 000 €
 - Sentiers de randonnée : 16 000 €
- Les recettes réelles (tous budgets) d'investissement réalisées en 2023 représentent **14 033 K€**.

Il est à noter que l'indicateur de désendettement de la collectivité est passé de 11 ans en 2022 à 9 ans en 2023 du fait de l'évolution positive de l'épargne brute.



B. La gestion de la dette

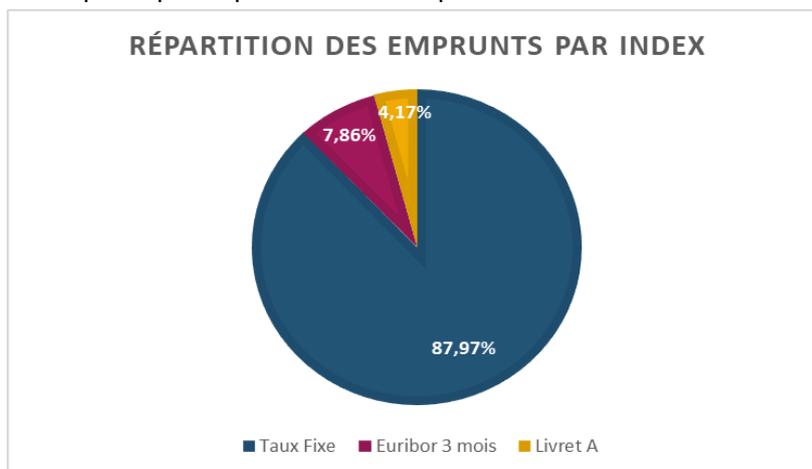
A fin 2023, l'encours de dette s'élève à 40.9 M€. La dette de la CAGG se compose de 155 emprunts au 01/01/2023.



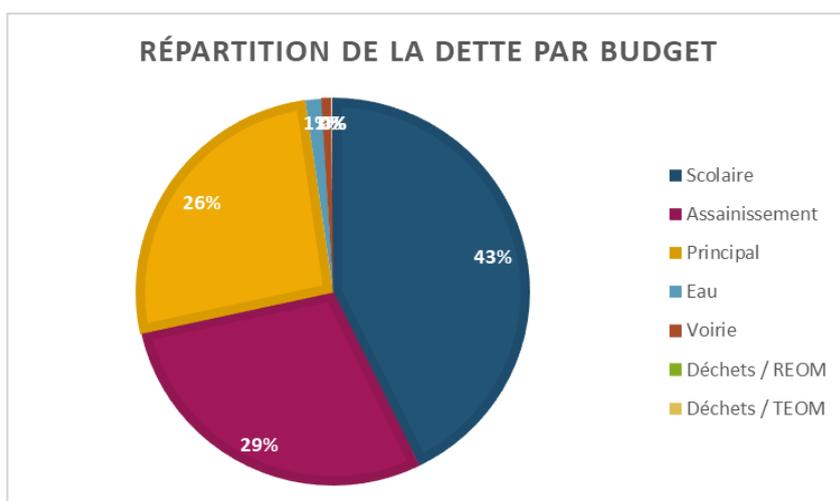
Nos intérêts s'élèvent à 1 032 000€ en 2023 et 950 000 € en 2022.

En névoquant que les budgets liés (principal et Education) : les intérêts s'élèvent à 733 000 € en 2023.

Notre dette se compose principalement d'emprunts à taux fixes :



Trois budgets portent 98% de la dette communautaire : le Principal, le Scolaire et l'Assainissement.



C. Les effectifs de la collectivité et les charges de personnel

Structure des effectifs

En nombre

Au 31 décembre 2023, les effectifs de la Communauté d'agglomération comprennent 949 agents, dont 581 agents titulaires permanents et 368 non titulaires (contrat à durée déterminée d'insertion, contrat d'accompagnement dans l'emploi et emplois d'avenir ainsi qu'agents contractuels de droit public assurant des besoins temporaires ou des remplacements).

Les 581 agents titulaires se répartissent entre 371 agents à temps complet et 210 à temps non complet représentant 535.42 ETP. 514 agents sont fonctionnaires CNRACL, 65 sont fonctionnaires IRCANTEC et 2 sont actuellement en détachement.

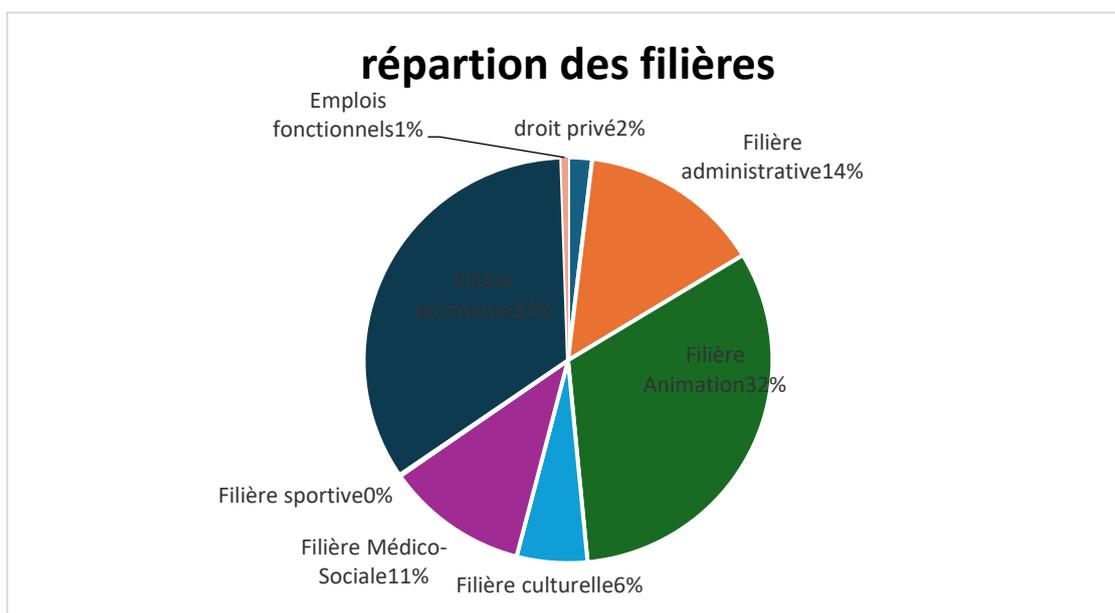
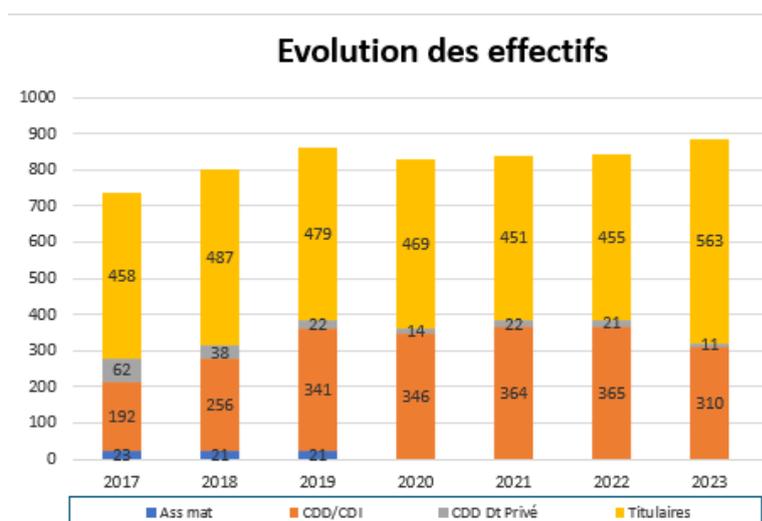
Les 368 non titulaires représentent 283.60 ETP. La répartition par catégorie hiérarchique est la suivante :

- catégorie A : 89 agents soit 84.81 ETP ;
- catégorie B : 129 agents soit 113.71 ETP ;
- catégorie C : 731 agents soit 620.50 ETP.

Le nombre d'agents titulaires/stagiaires au sein de la collectivité a augmenté entre 2017 et 2018 dans le cadre des mises aux normes d'encadrement pour se stabiliser à compter de 2019 et se réduire en 2020 au regard des départs (Retraite, mutation etc.).

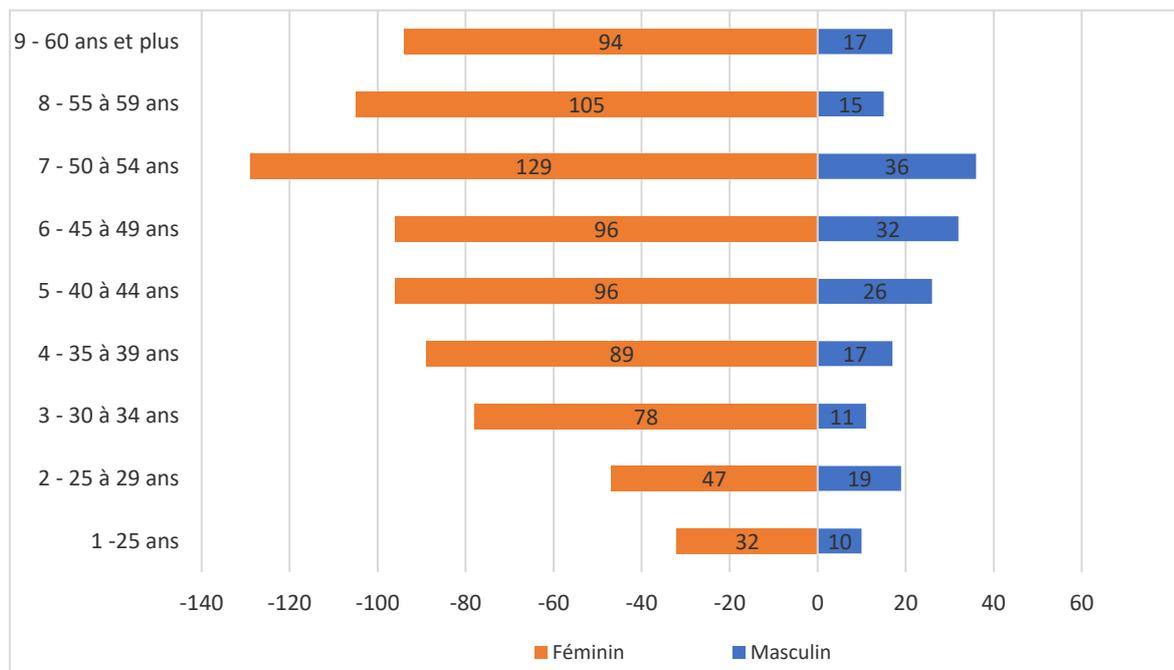
L'année 2022 a été marquée par l'intégration au sein de la collectivité des agents des communes en position de MAD > 50%.

Depuis 2022, le nombre de titulaires augmentent compte tenu de la mise en place du plan triennal de titularisation.



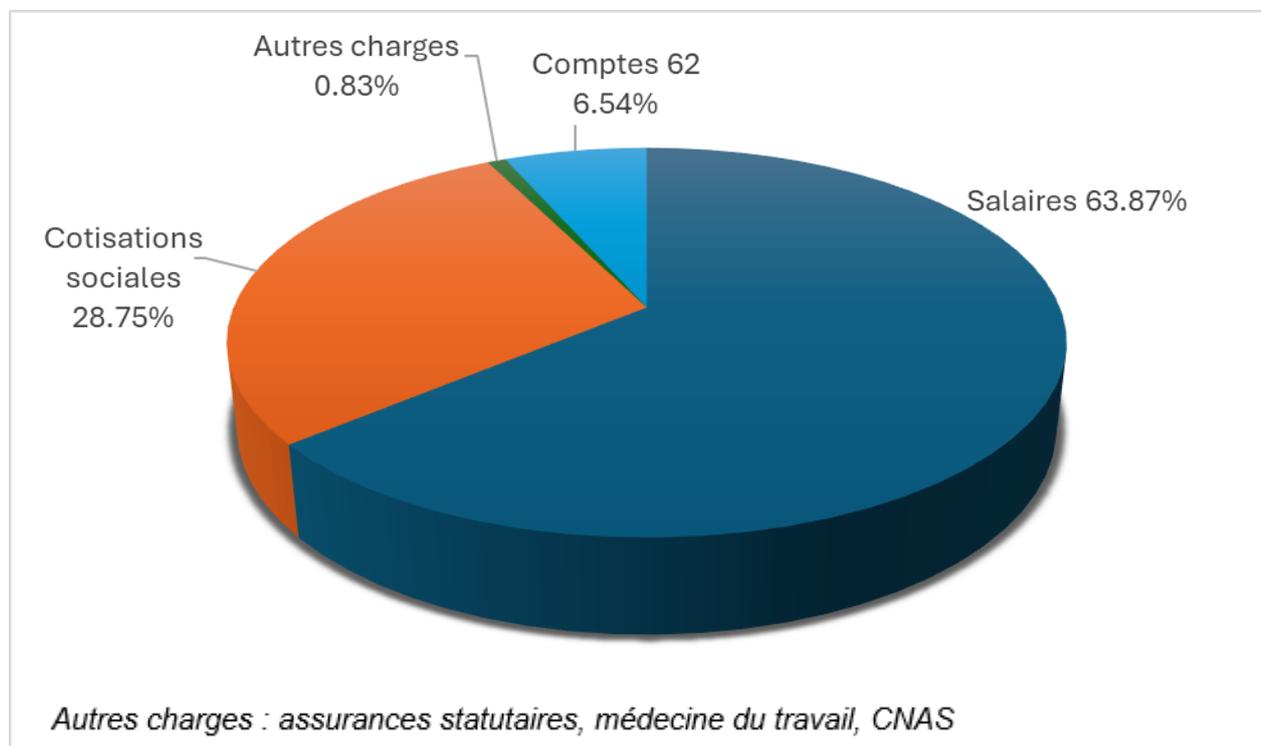
En pyramide des âges

L'âge moyen au sein de la collectivité se situe à 49 ans pour les titulaires et 39 ans pour les non-titulaires. L'étude la pyramide des âges de la collectivité met en avant le fait que dans les 5 ans, ce sont 159 agents, dont 134 titulaires, qui pourront prétendre au départ en retraite.

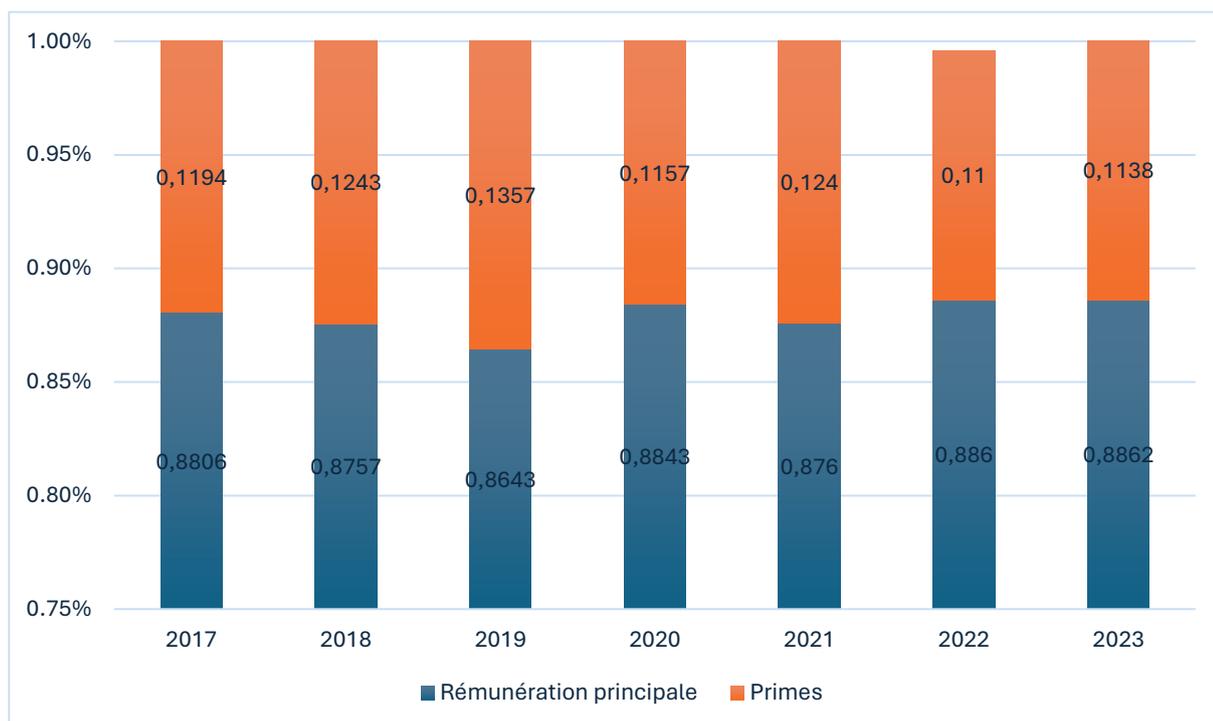


D. Les dépenses de personnel

1. La répartition de la dépenses salariale 2023



2. Rémunérations et primes



3. Evolution budgétaire

La forte augmentation d'effectif constatée entre 2017 et 2018 (+9,2%) s'est stabilisée en 2019 et en 2020.

L'année 2021 aura été marquée par la continuité de l'épidémie de COVID et les renforts nécessaires pour faire face aux impératifs de sécurité et d'hygiène.

Toutefois, les mesures de gestion mise en place à compter de juillet 2021 ont pris effet en septembre et permis de limiter fortement la dépense du chapitre 12.

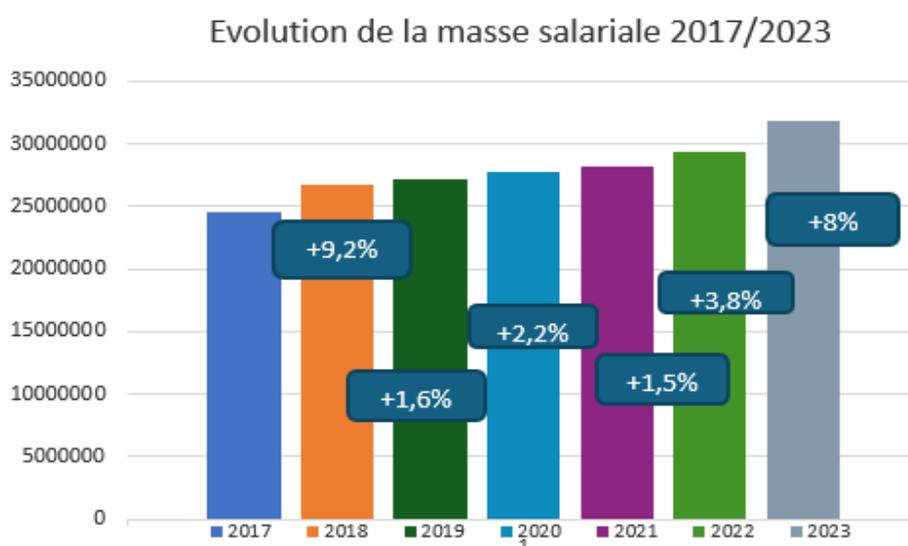
Toutefois, certaines mesures d'Etat, notamment la modification des grilles indiciaires des agents de Cat C, 80% du personnel, crée une augmentation significative du budget d'environ 200K€ venant s'ajouter au Gvt.

Le transfert du tourisme, dont le budget du chapitre 12 représente 2.54% en moins sur le CA 2021.

Les différentes réorganisations ayant entraîné des recrutements de cadres et/ou de techniciens en 2021 auront un impact sur 2021, de même que la création de postes en 2022, liés également aux décisions de réorganisation de la collectivité et de la prise en compte active de certaines compétences.

Le budget 2022 est marqué par des mesures nationales : plusieurs augmentations du SMIC, des reclassements de la catégorie C et de la catégorie B, l'augmentation de la valeur du point d'indice de + de 3.5% au 01/07. L'année 2022 a également été marquée par des décisions politiques de la communauté d'agglomération : le travail sur le dossier des mises à disposition de personnel a abouti à 27 mutations, la dissolution du SMIXFLO a entraîné le transfert de 8 agents. Enfin, dans le courant de l'année 2022 des recrutements ont été actés impactant le budget.

Le budget 2023 du chapitre XII a été impacté par l'augmentation de la valeur du point d'indice de juillet 2023 en année pleine, des recrutements, une augmentation du SMIC.



E. Principaux ratios

Population totale recensement INSEE (feuille DGF 2023)	76 012
Informations financières - Ratio	Valeurs
Ratio n°1 (Dépenses réelles de fonctionnement/Population) Principal et education budgets liés	1 128,00
Ratio n°2 (Produit des impositions directes/Population) Principal	330,72
Ratio n°3 (Recettes réelles de fonctionnement/Population) Principal et education budgets liés	786,16
Ratio n°4 (Dépenses d'équipement brut/Population) Principal et education budgets liés	109,46
Ratio n°5 (Encours de la dette/Population) Principal et education budgets liés	369,55
Ratio n°6 (D.G.F./Population) Principal	71,49
Ratio n°7 (Dépenses de personnel /D.R.F) Principal et education budgets liés	32,98%
Ratio n°8 (D.R.F. + Remb de la dette en capital / R.R.F) Principal et education budgets liés	98,33%
Ratio n°9 (Dépenses d'équipement brut / R.R.F) Principal et education budgets liés	9,70%
Ratio n°10 (Encours de la dette / R.R.F.) Principal et education budgets liés	47,00%

III. LES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023, UN à UN

A. BUDGET PRINCIPAL

Les politiques inscrites au BUDGET PRINCIPAL :

- ▶ Développement économique (actions et gestion des ateliers/ pépinières/Couveuse maraîchage, zones achevées...)
- ▶ Petite enfance : structures multi accueil, micro-crèches, ...
- ▶ Habitat,
- ▶ PCAET,
- ▶ Culture (médiathèques, Cyberbases, Archéosite, Centre de la Céramique, Maison de Métiers du Cuir, cinémas ...)
- ▶ Politique de le Ville, Equipements sportifs communautaires,
- ▶ Service Mutualisé d'Urbanisme,
- ▶ SIG,
- ▶ SINT,
- ▶ Contingent SDIS,
- ▶ Gestion du Patrimoine,
- ▶ Administration de la collectivité RH, Juridique, Finances, Conseil de Gestion)

La stabilisation des épargnes en 2023, participe à la mise en œuvre de la restauration de la santé financière de la Communauté d'Agglomération. En 2021 et 2022, la collectivité s'était

employée à sécuriser la section de fonctionnement malgré un contexte compliqué lié à l'inflation.

Budget Principal	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	25 901 768	27 960 230	28 587 199	28 636 014	39 322 332	41 306 548	43 046 620
+ Dotations et subventions	6 458 470	7 048 398	6 998 231	7 506 966	9 125 925	10 219 806	10 529 275
+ Produits de gestion courante	862 680	1 081 826	859 733	1 070 815	1 233 168	1 312 017	1 199 914
= Produits de fonctionnement courant	33 222 918	36 090 454	36 445 163	37 213 795	49 681 425	52 838 371	54 775 809
- Charges de personnel	6 548 193	7 224 263	7 428 464	7 460 634	10 635 172	11 586 004	13 117 970
- Charges à caractère général	2 529 958	2 401 643	2 620 824	2 804 901	2 501 939	2 692 483	3 297 260
- Charges de gestion courante	22 153 311	24 120 365	25 354 798	25 075 589	32 015 459	33 651 985	34 918 036
= Charges de fonctionnement courant	31 231 462	33 746 270	35 404 086	35 341 124	45 152 570	47 930 472	51 333 266
= Epargne de gestion	1 991 456	2 344 184	1 041 077	1 872 671	4 528 855	4 907 899	3 442 543
+ Produits exceptionnels et financiers	95 791	70 927	234 960	144 689	92 887	230 953	565 140
- Charges exceptionnelles et financières	359 367	324 162	371 759	240 564	291 298	1 522 262	417 821
= Epargne brute	1 727 880	2 090 948	904 278	1 776 796	4 330 444	3 616 590	3 589 862
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	854 265	972 696	982 027	1 069 012	1 412 193	1 366 653	1 384 445
= Epargne nette	873 615	1 118 252	-77 749	707 784	2 918 251	2 249 937	2 205 417
+ Recettes propres	4 071 017	2 683 128	2 551 235	1 679 815	1 455 482	2 528 118	1 251 526
+ produit des cessions	0	144 910	273 700	156 264	260 014	2 277 936	0
= Capacité d'investissement	4 944 632	3 946 290	2 747 186	2 543 863	4 633 747	7 055 991	3 456 943
<i>Travaux d'investissement et avances entre budgets</i>	6 033 829	4 015 442	5 678 092	3 566 928	3 122 933	4 229 741	6 526 484
<i>Affectations de résultats N-1</i>	94 696	1 494 290	3 300 626	3 015 430	2 482 317	5 309 510	8 842 678
<i>Subventions</i>	578 792	561 824	707 252	793 390	416 445	706 920	829 585
<i>Emprunt nouveau</i>	1 910 000	1 250 000	1 922 341	0	0	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	1 494 290	3 236 962	2 999 313	2 785 755	4 409 576	8 842 680	6 602 722

B. BUDGET ANNEXE SCOLAIRE

Ce budget retrace les activités scolaires et périscolaires.

L'année 2023, a été la **continuité de l'amélioration de l'organisation des services**, avec notamment :

- une gestion rigoureuse et la recherche permanente de pistes d'économies : achats et négociation avec fournisseurs, optimisation et mutualisation de personnel,
- la préparation budgétaire, le suivi et le contrôle des dépenses,
- l'harmonisation des tarifs des services scolaires.

Toutefois, on note encore les répercussions de l'inflation notamment sur les postes de dépenses de fluides, de produits alimentaires, l'augmentation de la valeur du point, sont autant de facteurs qui sont venus dégrader épargne de gestion.

Budget Scolaire	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
+ Dotations et subventions	16 973 507	19 001 229	19 789 079	19 597 978	20 355 595	21 114 637	22 577 653
+ Produits de gestion courante	2 954 724	3 135 709	2 780 065	1 920 072	2 616 493	2 567 757	2 452 434
= Produits de fonctionnement courant	19 928 231	22 136 938	22 569 144	21 518 050	22 972 088	23 682 394	25 030 087
- Charges de personnel	12 178 859	13 882 607	14 126 055	14 168 185	14 571 735	15 172 756	15 168 823
- Charges à caractère général	4 161 666	4 379 128	4 445 222	3 894 070	3 832 980	4 809 590	5 877 266
- Charges de gestion courante	2 459 972	2 682 883	2 713 690	2 636 939	2 682 522	2 738 367	2 867 365
= Charges de fonctionnement courant	18 800 497	20 944 618	21 284 967	20 699 194	21 087 237	22 720 713	23 913 454
= Epargne de gestion	1 127 734	1 192 320	1 284 177	818 856	1 884 851	961 681	1 116 633
+ Produits exceptionnels et financiers	23 465	118 987	641 088	37 411	683 152	13 848	34 424
- Charges exceptionnelles et financières	470 647	587 888	573 124	374 373	363 621	436 674	438 758
= Epargne brute	680 552	723 419	1 352 141	481 894	2 204 382	538 855	712 299
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	817 884	1 209 828	1 044 387	1 077 785	1 010 123	1 167 322	1 346 363
= Epargne nette	-137 332	-486 409	307 754	-595 891	1 194 259	-628 467	-634 064
+ Recettes propres	3 456	174 456	3 203 512	401 098	377 576	627 293	608 060
+ produit des cessions	0	0	0	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	-133 876	-311 953	3 511 266	-194 793	1 571 835	-1 174	-26 004
<i>Travaux d'investissement et autres dépenses</i>	848 564	1 439 230	5 217 124	1 143 661	2 562 563	3 743 485	4 416 589
<i>Affectations de résultats N-1</i>	54 560	-505 443	-577 225	-666 823	-1 315 145	-107 197	-134 248
<i>Subventions</i>	156 023	339 107	806 262	690 131	698 675	498 176	1 197 776
<i>Emprunt nouveau</i>	225 000	1 341 134	810 000	0	1 500 000	3 200 000	3 504 246
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	-546 856	-576 385	-666 820	-1 315 146	-107 198	-153 680	125 181

C. BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS – TEOM et REOM

Suite à la fusion en Communauté d'Agglomération, l'obligation d'harmoniser les régimes d'enlèvement des ordures ménagères s'impose d'ici au 1er janvier 2024 (article L 1639 A III CGI).

Encore en 2023, 2 régimes cohabitaient :

- la TEOM présente sur le territoire d'exT&D et des communes de Rabastens, Giroussens et Couffouleux (SMICTOM de Lavaur) ;
- la REOM présente sur le territoire d'ex VGPS et de l'ex SIVOM du Pays Rabastinois.

Avant la fusion, les communes du territoire de Tarn et Dadou avaient approuvé dans le cadre de leur pacte financier et fiscal (délibération du 31 mars 2015) un plan d'harmonisation de la TEOM à horizon 2020 avec un taux cible de 10,20% qui reste applicable en période transitoire.

La prospective 2020-2026 a mis en évidence le besoin de financement de cette compétence dans la durée, du fait des charges particulièrement croissantes des coûts de collecte et de traitement. Le choix a été fait à l'automne 2023 d'opter pour la gestion unifiée TEOM.

Le taux de TEOM est passé de 10.80 % en 2022 à 11.12 % en 2023.

Les redevances REOM ont augmenté de 10 % en 2022 et n'ont pas été modifiées en 2023.

Budget TEOM	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	4 880 295	5 154 141	5 463 355	6 170 543	5 885 066	6 556 628	7 242 606
+ Dotations et subventions	130 913	145 104	93 011	66 504	39 187	83 560	94 483
+ Produits de gestion courante	1 190 802	1 199 328	1 205 783	1 195 773	1 351 604	1 439 483	1 534 666
= Produits de fonctionnement courant	6 202 009	6 498 574	6 762 149	7 432 820	7 275 857	8 079 671	8 871 755
- Charges de personnel	1 774 112	1 780 603	1 680 053	1 648 723	1 691 445	1 639 544	1 824 470
- Charges à caractère général	1 730 622	1 967 644	2 076 364	2 137 598	2 321 784	2 504 731	2 926 618
- Charges de gestion courante	2 398 510	2 485 019	2 570 556	2 175 050	3 239 851	3 765 496	4 573 798
= Charges de fonctionnement courant	5 903 244	6 233 266	6 326 973	5 961 371	7 253 080	7 909 771	9 324 886
= Epargne de gestion	298 765	265 308	435 176	1 471 449	22 777	169 900	-453 131
+ Produits exceptionnels et financiers	442	836	3 042	6 498	20 576	48 248	33 543
- Charges exceptionnelles et financières	17 839	41 499	61 299	16 916	416 340	13 953	21 901
= Epargne brute	281 368	224 645	376 919	1 461 031	-372 987	204 195	-441 489
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	46 171	47 370	48 613	39 096	39 749	22 867	22 956
= Epargne nette	235 197	177 275	328 306	1 421 935	-412 736	181 328	-464 445
+ Recettes propres	220 875	146 237	358 463	307 066	99 211	334 522	508 498
+ produit des cessions	0	0	0	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	456 072	323 512	686 769	1 729 001	-313 525	515 850	44 053
Travaux d'investissement et autres dépenses	493 653	358 227	625 787	622 814	188 936	1 285 134	963 122
Affectations de résultats N-1	1 655 225	1 617 645	1 587 930	1 648 910	2 832 517	2 330 057	1 560 773
Subventions	0	5 000	0	77 420	0	0	0
Emprunt nouveau	0	0	0	0	0	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	1 617 645	1 587 930	1 648 912	2 832 517	2 330 056	1 560 773	641 704

Budget REOM	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
+ Dotations et subventions	3 062	3 023	2 491	5 039	0	4 755	2 135
+ Produits de gestion courante	669 605	680 390	718 138	738 401	865 256	1 038 555	1 132 737
= Produits de fonctionnement courant	672 667	683 412	720 629	743 440	865 256	1 043 310	1 134 872
- Charges de personnel	103 925	118 472	133 000	131 971	113 733	8 485	32 533
- Charges à caractère général	561 202	630 260	521 989	541 526	631 670	836 802	932 407
- Charges de gestion courante	95	20 433	0	0	23 193	40 387	26 656
= Charges de fonctionnement courant	665 222	769 165	654 989	673 497	768 596	885 674	991 596
= Epargne de gestion	7 445	-85 753	65 640	69 943	96 660	157 636	143 276
+ Produits exceptionnels et financiers	442	84	647	449	1 664	21 458	-992
- Charges exceptionnelles et financières	11 088	11 823	15 858	5 399	4 862	10 366	300
= Epargne brute	-3 202	-97 491	50 429	64 993	93 462	168 728	141 984
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	15 062	15 263	15 466	16 164	16 252	16 341	16 430
= Epargne nette	-18 264	-112 754	34 963	48 829	77 210	152 387	125 554
+ Recettes propres	218 961	58 599	332 338	281 478	50 359	216 833	78 676
+ produit des cessions	0	0	0	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	200 698	-54 155	367 301	330 307	127 569	369 220	204 230
Travaux d'investissement et autres dépenses	9 748	282 420	398 384	313 016	50 000	323 284	38 684
Affectations de résultats N-1	240 993	431 943	95 368	64 282	81 572	159 142	205 078
Subventions	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt nouveau	0	0	0	0	0	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	431 943	95 368	64 285	81 573	159 141	205 078	370 624

D. BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Depuis 2020, transfert de la compétence Assainissement Collectif des Communes, le budget du Service Public d'Assainissement Non Collectif et le budget assainissement ZA ont été refondus dans un seul et même budget ASSAINISSEMENT les trois volets sur lesquels la Communauté assure sa compétence.

Budget Assainissement	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
+ Dotations et subventions	200 145	125 794	104 240	109 745	138 334	94 736	0
+ Produits de gestion courante	120 349	111 695	74 744	2 375 188	3 624 754	2 638 107	3 046 831
= Produits de fonctionnement courant	320 494	237 489	178 984	2 484 933	3 763 088	2 732 843	3 046 831
- Charges de personnel	263 723	267 506	89 820	346 500	340 063	464 081	568 809
- Charges à caractère général	80 377	36 206	88 905	776 768	1 025 929	915 661	1 536 796
- Charges de gestion courante	0	378	1	941	3 842	8 351	21 647
= Charges de fonctionnement courant	344 100	304 090	178 726	1 124 209	1 369 834	1 388 093	2 127 252
= Epargne de gestion	-23 606	-66 601	258	1 360 724	2 393 254	1 344 750	919 579
+ Produits exceptionnels et financiers	1 473	0	70 746	25 560	776 723	92 966	20 018
- Charges exceptionnelles et financières	7 956	6 706	13 732	489 863	565 273	446 688	362 973
= Epargne brute	-30 089	-73 307	57 272	896 421	2 604 704	991 028	576 624
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	19 803	40 132	20 466	1 300 654	1 100 298	844 682	823 923
= Epargne nette	-49 892	-113 439	36 806	-404 233	1 504 406	146 346	-247 299
+ Recettes propres	1 274 718	718 308	720 759	290 552	5 616 983	34 678	47 270
+ produit des cessions	0	0	0	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	1 224 826	604 869	757 565	-113 681	7 121 389	181 024	-200 029
<i>Travaux d'investissement et autres dépenses</i>	1 125 783	994 338	781 262	980 807	6 713 559	3 029 609	2 350 589
<i>Affectations de résultats N-1</i>	303 844	402 886	39 811	0	-145 875	2 100 965	353 210
<i>Subventions</i>	0	26 393	0	281 762	440 142	1 066 709	1 886 734
<i>Emprunt nouveau</i>	0	0	0	0	1 300 000	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	402 886	39 811	16 114	-812 726	2 002 097	319 089	-310 674

Une gestion analytique permet d'isoler les différentes communes ayant transféré la compétence Assainissement Collectif pour assurer la visibilité de chaque commune sur le mandat.

E. BUDGET VOIRIE

Ce budget traduit l'objectif de poursuite de l'organisation de la gestion des travaux sur la voirie d'intérêt communautaire :

- Assurer des missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des communes qui le souhaitent pour les travaux de voirie. Contribuer ainsi à la mise en place d'une programmation de travaux, la recherche de subventions et le suivi des réalisations.
- Etudier les missions de la régie voirie afin de proposer une intervention pertinente élargie à l'ensemble du territoire.

Budget Voirie	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	872 768	421 714	395 679	396 718	169 291	200 275	347 528
+ Dotations et subventions	614 807	369 703	337 879	320 000	323 925	772 842	296 745
+ Produits de gestion courante	53 332	88 720	32 852	57 502	72 121	203 880	398 071
= Produits de fonctionnement courant	1 540 907	880 137	766 410	774 220	565 337	1 176 997	1 042 344
- Charges de personnel	574 674	501 173	496 109	419 759	419 116	472 341	615 358
- Charges à caractère général	1 028 247	403 356	562 216	193 756	332 496	424 967	489 919
- Charges de gestion courante	0	0	1	97	1	2	2
= Charges de fonctionnement courant	1 602 921	904 529	1 058 326	613 612	751 613	897 310	1 105 279
= Epargne de gestion	-62 014	-24 392	-291 916	160 608	-186 276	279 687	-62 935
+ Produits exceptionnels et financiers	2 261	0	4 000	0	0	0	0
- Charges exceptionnelles et financières	28 508	17 845	105 165	4 757	6 220	2 856	6 776
= Epargne brute	-88 261	-42 237	-393 081	155 851	-192 496	276 831	-69 711
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	42 226	55 975	45 209	53 369	33 991	34 103	34 216
= Epargne nette	-130 487	-98 212	-438 290	102 482	-226 487	242 728	-103 927
+ Recettes propres	35 400	338 675	594 795	332 324	304 075	337 799	513 741
+ produit des cessions	0	0	0	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	-95 087	240 463	156 505	434 806	77 588	580 527	409 814
<i>Travaux d'investissement et autres dépenses</i>	1 302 202	1 483 138	2 545 087	1 985 951	950 366	2 427 154	2 559 241
<i>Affectations de résultats N-1</i>	101 919	151 046	-39 023	-1 193 216	-667 529	-65 428	-597 336
<i>Subventions</i>	1 216 416	1 052 606	1 234 389	2 076 830	1 474 880	1 314 719	1 957 755
<i>Emprunt nouveau</i>	230 000	0	0	0	0	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	151 046	-39 023	-1 193 216	-667 531	-65 427	-597 336	-789 008

Les attributions de compensation s'élèvent en fonctionnement à 347 528 €, et en investissement à 1 430 938 €.

A noter en recette, que l'écriture constatant les travaux d'investissement 2023 réalisés en régie à hauteur de 485 591 € correspondant au développement de la Régie 384 230 € en 2022.

F. BUDGET ANNEXE EAU

Ce budget est constitué à la suite du transfert de la Compétence en 2020, pour deux seules communes Gaillac et Loubers. Au 31/12/2021, Loubers a quitté la CAGG.

Ce budget ne comporte donc que des écritures pour la commune de Gaillac.

Budget Eau Potable	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement				
+ Produits fiscaux	0	0	0	0
+ Dotations et subventions	0	9 321	0	0
+ Produits de gestion courante	236 349	341 807	394 068	318 179
= Produits de fonctionnement courant	236 349	351 128	394 068	318 179
- Charges de personnel	15 370	29 484	13 804	13 501
- Charges à caractère général	300	3 726	20 881	13 548
- Charges de gestion courante	0	0	0	0
= Charges de fonctionnement courant	15 670	33 210	34 685	27 049
= Epargne de gestion	220 679	317 918	359 383	291 130
+ Produits exceptionnels et financiers	0	88 557	3 965	488
- Charges exceptionnelles et financières	47 855	42 660	28 692	42 043
= Epargne brute	172 824	363 815	334 656	249 575
Tableau des soldes d'investissement				
- Remboursement des emprunts	236 327	90 027	70 474	73 134
= Epargne nette	-63 503	273 788	264 182	176 441
+ Recettes propres	30 000	217 159	2 897	2 897
+ produit des cessions	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	-33 503	490 947	267 079	179 338
<i>Travaux d'investissement et autres dépenses</i>	83 845	364 155	98 699	279 710
<i>Affectations de résultats N-1</i>	0	-26 480	252 023	420 403
<i>Subventions</i>	0	31 711	0	0
<i>Emprunt nouveau</i>	0	120 000	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	-117 348	252 023	420 403	320 031

G. BUDGET ANNEXE MOBILITE

La communauté d'agglomération, compétente en matière de mobilité depuis le 1^{er} janvier 2017, a repris les services de transports urbains et les transports à la demande existants sur le territoire.

Il s'agit notamment :

- du service de Navette urbaine de Gaillac et Graulhet
- du Transport A la Demande
- du Passe-pont de RABASTENS-COUFFOULEUX

Il avait été décidé en CLECT du 4 octobre 2017 que le montant des charges transférées au titre de la compétence mobilité ne soit pas déduit de l'attribution de compensation mais soit financé par le versement transport, financement dédié à la mobilité au sens large.

Deux taux différenciés coexistent encore sur le territoire de l'Agglomération en 2022 lors du vote du BP :

- Gaillac : 0,55% depuis 2014 ;
- Reste du territoire : 0,20 % à compter du 1er juillet 2018.

A l'automne 2022, le conseil de communauté a voté le passage à un taux unique de 0.60 % et a adossé à l'augmentation de cette taxe, un projet de territoire en matière de mobilité.

Donc à compter de 2023, c'est ce nouveau taux unique qui s'est appliqué au territoire.

A compter de 2018, la compétence transport scolaire est transférée à la Communauté d'Agglomération, la Région précédemment compétente renvoie une « attribution de compensation » constatant le financement de celle-ci. En 2018, celle-ci couvrait la charge mais dans la prospective le décrochage nécessite de revoir le versement Mobilité.

Budget Mobilité	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	465 253	512 167	754 495	694 582	786 865	846 277	1 571 388
+ Dotations et subventions	310 488	2 550 243	2 653 878	2 262 467	2 237 007	2 513 283	2 425 730
+ Produits de gestion courante	13 010	13 099	6 098	3 377	3 113	5 095	4 779
= Produits de fonctionnement courant	788 751	3 075 509	3 414 471	2 960 426	3 026 985	3 364 655	4 001 897
- Charges de personnel	69 351	75 412	77 999	68 200	53 000	47 537	59 951
- Charges à caractère général	712 975	776 487	849 014	718 434	786 236	903 774	1 088 836
- Charges de gestion courante	39 386	2 227 570	2 461 441	2 134 521	2 119 825	2 274 480	2 623 558
= Charges de fonctionnement courant	821 711	3 079 469	3 388 454	2 921 155	2 959 061	3 225 791	3 772 345
= Epargne de gestion	-32 960	-3 960	26 017	39 271	67 924	138 864	229 552
+ Produits exceptionnels et financiers	13 661	0	0	0	0	0	0
- Charges exceptionnelles et financières	15 359	0	1 162	1 443	3 693	4 283	5 565
= Epargne brute	-34 658	-3 960	24 855	37 828	64 231	134 581	223 987
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	556	0	0	0	0	0	0
= Epargne nette	-35 215	-3 960	24 855	37 828	64 231	134 581	223 987
+ Recettes propres	50 000	100 000	0	18 885	0	0	0
+ produit des cessions	0	8 962	0	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	14 785	105 001	24 855	56 713	64 231	134 581	223 987
<i>Travaux d'investissement et autres dépenses</i>	0	241 107	115 126	50 000	50 000	0	51 487
<i>Affectations de résultats N-1</i>	104 602	119 388	5 680	-14 705	62 165	76 396	214 818
<i>Subventions</i>	0	22 398	69 886	70 157	0	0	13 200
<i>Emprunt nouveau</i>	0	0	0	0	0	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	119 388	5 680	-14 705	62 165	76 396	210 977	400 518

Le Budget 2023 visait à la poursuite de la mise en œuvre une politique de la Mobilité :

- En finalisant le premier Plan de Mobilité Rurale de l'Agglomération,
- En élaborant la première Charte de la Mobilité,
- En optimisant les services de réseaux urbains existants,
- En poursuivant la réflexion avec les communes pour proposer de nouvelles formes de Mobilité durable, rendues possibles par les marges de manœuvre dégagées sur le volet TAD,
- Réseau structurant des voies vertes, liaisons douces, modes actifs... pour se déplacer autrement,
- Solutions de covoiturage.

H. BUDGET ANNEXE DES ZA

La tenue d'une comptabilité de stocks est obligatoire pour le suivi des lotissements.

En conséquence, les opérations d'aménagement de terrains donnent lieu à ouverture d'un budget annexe, retraçant les opérations en section de fonctionnement, puis d'investissement au travers de ce que l'on appelle la « comptabilité de stock ».

Ce suivi permet de retracer les opérations relatives aux biens ou services entrant dans un cycle de production et destinés à être revendus.

Au début du cycle de production, la collectivité supporte la charge des dépenses afférentes à la production du bien (achat de terrains, études, frais divers de gestion), les dépenses sont ensuite répercutées dans le coût du bien et intégrées au prix de vente.

La communauté d'agglomération a mis en place un budget annexe spécifique en 2017. L'historique de chaque zone d'activité est retracé, permettant ainsi le calcul des stocks de terrains et travaux sur les zones concernées. Ce budget est parfois déficitaire au regard de la pluri annualité des dépenses et recettes par opération. A terme, ces opérations s'équilibrent principalement par le produit des cessions.

En 2023, les dépenses ont principalement concerné des études, impact environnemental Zone de la Molière, quelques aménagements de parcelles ZA de Dourdoul, ZA de l'Albarette, et l'acquisition des terrains sur la zone de Beauvais sur Tescou.

Quatre lots ont été vendus : 1 lot sur la zone des Rossiès pour un montant de 17 300 €, 3 lots sur la zone de l'Albarette pour un montant de 55 975 €.

La CAGG dispose d'une comptabilité fiabilisée par les intégrations dans ce budget de toutes les zones à aménager ou aménagées dont les parcelles restent commercialisables.

Budget Zones d'Activités	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Tableau des soldes de fonctionnement							
+ Produits fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
+ Dotations et subventions	121 883	200 187	140 385	0	804	1 003 205	0
+ Produits de gestion courante	34 391	82 502	39 648	87 812	117 361	480 021	64 128
= Produits de fonctionnement courant	156 274	282 689	180 033	87 812	118 165	1 483 226	64 128
- Charges de personnel	0	0	0	0	0	0	0
- Charges à caractère général	743 728	486 605	414 009	37 453	13 404	3 751 024	340 762
- Charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0
= Charges de fonctionnement courant	743 728	486 605	414 009	37 453	13 404	3 751 024	340 762
= Epargne de gestion	-587 454	-203 916	-233 976	50 359	104 761	-2 267 798	-276 634
+ Produits exceptionnels et financiers	0	800	0	0	0	362	0
- Charges exceptionnelles et financières	11 984	34 104	6 977	4 807	2 599	97 287	0
= Epargne brute	-599 438	-237 220	-240 953	45 552	102 162	-2 364 723	-276 634
Tableau des soldes d'investissement							
- Remboursement des emprunts	96 083	93 521	95 628	97 783	99 988	55 767	0
= Epargne nette	-695 521	-330 741	-336 581	-52 231	2 174	-2 420 490	-276 634
+ Recettes propres	0	0	0	0	0	0	0
+ produit des cessions	0	0	0	0	0	0	0
= Capacité d'investissement	-695 521	-330 741	-336 581	-52 231	2 174	-2 420 490	-276 634
Travaux d'investissement et autres dépenses	0	0	0	0	0	0	0
Affectations de résultats N-1	-554 360	-1 249 882	-1 579 822	-1 916 403	-1 968 634	-1 966 460	-4 386 950
Subventions	0	0	0	0	0	0	0
Emprunt nouveau	0	800	0	0	0	0	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	-1 249 882	-1 579 822	-1 916 403	-1 968 634	-1 966 460	-4 386 950	-4 663 584

IV. CONSOLIDATION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023

Tous Budgets hors écritures de neutralisation

15/03/2024

Section	Sens	Chapitre	Education Jeunesse	Mobilité	Principal	REOM	TEOM	Voirie	ZA	Assainissem t (HT)	Eau (HT)	Total général	
Fonctionnement	Dépenses	011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 877 265,84	1 088 836,29	3 297 259,97	932 406,91	1 994 210,87	489 918,56	340 761,98	1 536 795,92	13 548,43	15 571 004,77	
		012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	15 168 823,46	59 950,77	13 117 969,83	32 532,60	1 791 937,57	615 358,45		568 809,44	13 500,84	31 368 882,96	
		014 - ATTENUATIONS DE PRODUITS			8 664 507,00								8 664 507,00
		042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	460 739,22	37 718,04	2 611 155,95	71 931,91	243 269,71	35 456,88	4 171 257,85	1 251 790,77	155 498,46	9 038 818,79	
		65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 867 365,39	2 623 557,65	5 454 779,23	26 656,30	4 547 141,21	1,59		21 647,01		15 541 148,38	
		66 - CHARGES FINANCIERES	423 479,17	4 865,25	297 894,53	300,21	1 340,51	6 776,60		339 054,84	19 252,01	1 092 963,12	
		67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	15 279,20	700,00	119 926,58	14 199,00	6 061,31			23 918,21	22 791,00	202 875,30	
		Total Dépenses		24 812 952,28	3 815 628,00	33 563 493,09	1 078 026,93	8 583 961,18	1 147 512,08	4 512 019,83	3 742 016,19	224 590,74	81 480 200,32
		Recettes	002 - RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT			5 710 635,66						200 016,15	5 910 651,81
			013 - ATTENUATIONS DE CHARGES	87 764,62		30 830,82		1 453,73	5 189,05		232,19		50 058,83
	042 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		3 669,00	12 607,00	498 660,72			485 591,02	5 362 749,30	398 268,24	7 592,00	6 769 137,28	
	70 - PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES		2 535 996,59	4 779,00	851 917,65	1 132 737,00	400 472,72	392 880,21	64 128,00	3 045 751,19	318 178,80	8 746 841,16	
	73 - IMPOTS ET TAXES			1 571 388,49	43 046 620,00		7 242 606,00	347 528,00				52 208 142,49	
	74 - DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		2 068 402,61	2 425 730,59	10 529 274,89	2 134,98	92 347,95	7 245,16				15 125 136,18	
	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		4 202,11		317 164,71		1,46	1,28		847,55		322 217,11	
	76 - PRODUITS FINANCIERS		10 082,22							10 810,36	488,17	21 380,75	
	77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	24 342,28		565 140,41	992,22	34 534,74	2 806,02		9 207,50		635 038,73		
	Total Recettes		4 558 930,19	4 014 505,08	61 550 244,86	1 133 879,76	7 771 416,60	1 241 240,74	5 426 877,30	3 465 117,03	526 275,12	89 688 486,68	
	Investissement	Dépenses	001 - RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT								2 156 507,27		2 156 507,27
040 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			3 669,00	12 607,00	498 660,72			485 591,02	5 362 749,30	398 268,24	7 592,00	6 769 137,28	
041 - OPERATIONS PATRIMONIALES			29 783,63									29 783,63	
10 - DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES											43 809,00	43 809,00	
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES			1 346 363,30		1 384 445,27	16 429,88	6 526,32	34 216,41		823 923,30	73 134,36	3 685 038,84	
20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			167 631,24	27 195,00	1 021 314,09		101 867,36					1 318 007,69	
204 - SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			40 000,00		612 143,21							652 143,21	
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES			1 773 362,67	24 292,00	1 162 794,53	38 684,40	422 570,29	489 495,44		207 780,50		4 118 979,83	
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS			2 435 594,80		1 092 285,92			2 069 746,34		2 120 882,99	235 901,17	7 954 411,22	
26 - PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.					15 000,00							15 000,00	
27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES					54 000,00					4 194,52		58 194,52	
458102 - GPCAT GRAULHET										17 730,00		17 730,00	
458104 - BOURG CENTRE ET COEUR VILLAGES LENTAJ					1 954 765,29							1 954 765,29	
458105 - BOURG CENTRE ET COEUR VILLAGES ILOT					4 875,60							4 875,60	
458106 - COLLECTE PNEUS USAGES					209 305,36							209 305,36	
Total Dépenses				5 796 404,64	64 094,00	8 009 589,99	55 114,28	530 963,97	3 079 049,21	5 362 749,30	5 729 286,82	360 436,53	28 987 688,74
Recettes		001 - RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT			3 132 042,35							220 387,18	3 352 429,53
		002 - RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT								319 088,08			319 088,08
		040 - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	460 739,22	37 718,04	2 611 155,95	71 931,91	243 269,71	35 456,88	4 171 257,85	1 251 790,77	155 498,46	9 038 818,79	
		041 - OPERATIONS PATRIMONIALES	29 783,63									29 783,63	
		10 - DOTATIONS,FONDS DIVERS ET RESERVES	561 780,94	3 840,50	408 749,82	6 744,31	101 753,93	822 271,68		2 190 629,27		4 095 770,45	
		13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 197 775,72	13 200,00	829 584,84			1 957 754,88		1 886 734,31		5 885 049,75	
		16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	3 504 245,67		17 401,00							3 521 646,67	
		27 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	46 279,35		4 000,00					28 997,33	2 896,56	82 173,24	
		4582 - RECETTES (A SUBDIVISER PAR MANDAT)			223 944,82								223 944,82
		458202 - TRAVAUX DE RAHABILITATION								18 273,00		18 273,00	
		458203 - BOURG CENTRE ET COEUR VILLAGES CRINS			87 613,83							87 613,83	
458204 - BOURG CENTRE ET COEUR VILLAGES LENTAJ			57 305,70							57 305,70			
Total Recettes		5 800 604,53	54 758,54	7 371 798,31	78 676,22	345 023,64	2 815 483,44	4 171 257,85	5 695 512,76	378 782,20	26 711 897,49		

